



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique fiscale

Question au Gouvernement n° 896

Texte de la question

POLITIQUE FISCALE

Mme la présidente . La parole est à Mme Marianne Maximi.

Mme Marianne Maximi . Monsieur le premier ministre, à six reprises lors de votre déclaration de politique générale, vous avez annoncé la rupture. Bien naïfs ceux qui y croient : la rupture avec la Macronie est impossible tant que nous sommes en Macronie ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Le président de la République, dont vous êtes le dernier fidèle, est obsédé par ce qui est pour lui l'œuvre d'une vie : huit années de politique au service des milliardaires et des grands patrons. Le budget 2026 n'est pas une rupture, il est le paroxysme de votre politique, destinée à achever ce qu'il reste des services publics et de l'État social dans notre pays. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.)*

Tout le monde passe à la caisse : les apprentis, avec la baisse des salaires ; les locataires, avec le gel des APL ; les retraités, avec le gel des pensions ; les travailleurs, avec la hausse de l'impôt sur le revenu ; les plus vulnérables, avec le gel des prestations sociales ; les patients, avec le doublement des franchises, et les malades en affection de longue durée (ALD), avec des taxes sur leurs indemnités.

Un député . La honte !

Mme Marianne Maximi . Tout le monde passe à la caisse, sauf les ultra-riches ! *(Mêmes mouvements.)* Les 500 plus riches de France, qui ont doublé leur fortune sous Macron, peuvent compter sur votre protection et dire merci à l'extrême droite : le rétablissement de l'ISF, le RN vote contre, avec la Macronie ; la taxation des super-héritages, le RN vote contre, avec la Macronie *(Mêmes mouvements)*; la hausse de la contribution des grandes entreprises et la taxe Zucman, le RN vote contre, avec la Macronie ! *(Mêmes mouvements.)*

Il y a un an, le RN et la Macronie ont été battus dans les urnes. Cette alliance au service d'une poignée d'ultra-riches n'est pas légitime à imposer sa politique. Monsieur le premier ministre, je n'ai qu'une question à vous poser : quand allez-vous partir et emporter avec vous ce budget de guerre sociale ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, et sur quelques bancs du groupe EcoS.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'action et des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, *ministre de l'action et des comptes publics* . C'est intéressant : aujourd'hui, vous nous parlez des mesures contenues dans le budget. Il y a une semaine, dans cet hémicycle, votre groupe et vous-même avez fait tous les efforts possibles pour que ce budget ne soit ni déposé ni débattu et que les parlementaires ne puissent jamais examiner son contenu. Au fond, vous êtes en train de nous dire maintenant que vous souhaitez un débat...

Plusieurs députés du groupe LFI-NFP . Non !

Mme Danièle Obono . Vous n'avez pas écouté !

Mme Amélie de Montchalin, ministre sur l'ensemble des mesures et équilibres du budget, et que nous puissions, comme le premier ministre nous y a invités, avoir une proposition du gouvernement, un débat devant les Français et un vote qui reflète la composition de cette assemblée.

Je note aussi que vous avez davantage parlé du RN, des votes et de l'arithmétique des débats en commission que des Français. (*Protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Mathilde Panot s'exclame.*) Madame la députée, nous savons que vous ne souhaitez pas le compromis ; vous voulez que tout se passe par la violence et la confrontation. Ce que les Français veulent...

Mme Danièle Obono . Ils veulent que vous partiez et que Macron dégage !

Mme Amélie de Montchalin, ministretient en quelques mots : c'est que nous nous mettions d'accord, que les politiques se mettent d'accord à Paris.

Nous, Français, savons nous mettre d'accord dans nos mairies, dans nos départements, nos régions, nos entreprises ; nous savons trouver des compromis. Pourquoi ne parviendrions-nous pas à avoir un débat apaisé dans cet hémicycle,...

Mme Mathilde Panot . Parce que vous méprisez la démocratie !

Mme Amélie de Montchalin, ministre, à mettre à plat l'ensemble des sujets, à essayer de faire mieux et à nous souvenir qu'un pays qui ne tient pas ses comptes hypothèque son avenir, celui de ses enfants et perd la capacité de faire face aux crises ? (*Protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. François Ruffin . Vous êtes la ministre de la faillite publique !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . C'est notre responsabilité et nous la tiendrons jusqu'au bout.

Mme la présidente . La parole est à Mme Marianne Maximi.

Mme Marianne Maximi . Vous avez perdu les élections ; sur ce budget, le Rassemblement national est votre assurance-vie ! Nous sommes cohérents avec le mandat que nous avons reçu : mettre fin à votre politique qui touche les classes populaires et les classes moyennes et qui protège les ultra-riches. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, et sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Sans vouloir vous heurter, si vous aviez gagné l'élection (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS*),...

Mme Sophie Taillé-Polian . Vous l'avez perdue !

Mme Amélie de Montchalin, ministrevous auriez le pouvoir. Aujourd'hui, il est partagé et le compromis, ça se construit. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem et sur quelques bancs du groupe DR. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marianne Maximi](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 896

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 22 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 octobre 2025